

ACTION URGENTE

UN ENSEIGNANT RENVOYÉ À CAUSE D'UN BILLET SUR FACEBOOK

A.K.M. Wahiduzzaman, enseignant à l'Université nationale du Bangladesh, a été arbitrairement démis de ses fonctions le 2 septembre 2020 au motif qu'il aurait publié sur Facebook des remarques « insultantes » et « indécentes » au sujet de la Première ministre Sheikh Hasina et de sa famille. Cet enseignant s'est exilé et il vit en exil depuis mai 2016 par crainte de persécutions, car la police du Bangladesh a engagé contre lui des poursuites au titre de l'article 57 de la loi draconienne sur les technologies de l'information et de la communication en raison d'un billet publié sur Facebook. S'il est déclaré coupable, il risque une peine de sept ans d'emprisonnement.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Mr. Md. Abdul Hamid
Président de la République
République populaire du Bangladesh
President's Office
Bangabhaban, Dhaka-1000
Fax : +88-02-9585502
Courriel : secretary@bangabhaban.gov.bd
js@bangabhaban.gov.bd

Monsieur le Président de la République,

J'éprouve de vives préoccupations au sujet de la décision qui a été prise de renvoyer **A.K.M. Wahiduzzaman**, professeur de géographie à l'Université nationale, en raison d'un billet publié sur Facebook au sujet de la Première ministre du Bangladesh Sheikh Hasina et de sa famille. En 2013, il a été arrêté et suspendu de ses fonctions à l'université en raison du billet publié sur Facebook. Le 3 mars 2014, la police a engagé contre lui d'autres poursuites pour diffamation au titre de l'article 57 des dispositions draconiennes de la Loi sur les technologies de l'information et de la communication.

Sept années se sont depuis écoulées, et cet enseignant a été démis de ses fonctions le 2 septembre 2020. Cette décision a privé A.K.M Wahiduzzaman de son droit à la liberté d'expression, et elle viole le règlement interne de l'université. Comme vous le savez peut-être, la direction de l'université ne peut pas renvoyer un membre de son personnel pour un motif qui est en instance de jugement par un tribunal, et sans lui avoir donné la possibilité de se défendre. Une telle mesure prise par une institution publique met en évidence un manque de transparence et de respect de l'obligation de rendre des comptes, et prive également A.K.M. Wahiduzzaman de son droit à un procès équitable.

Je trouve préoccupant le fait qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. En effet, cette affaire est une illustration de la dangereuse politique de répression exercée contre les universitaires au Bangladesh. Vous savez sans doute que Morshed Hasan Khan, un autre enseignant, a été récemment renvoyé de l'Université de Dhaka pour avoir publié dans un journal un article exposant ses opinions, et que deux autres enseignants travaillant à l'université sont accusés, au titre de dispositions draconiennes de la Loi relative à la sécurité numérique, d'avoir publié sur Facebook des billets considérés comme critiques à l'égard de représentants politiques de la Ligue Awami.

Je vous demande en conséquence :

1. d'annuler immédiatement le renvoi d'A.K.M. Wahiduzzaman et de le rétablir dans ses fonctions ;
2. d'abandonner toutes les charges retenues contre lui et toutes les autres personnes poursuivies en justice alors qu'elles n'ont fait qu'exercer leur droit à la liberté d'expression ;
3. d'abroger la Loi relative à la sécurité numérique à moins qu'elle ne soit rapidement modifiée et mise en conformité avec les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Bangladesh est État partie ;
4. de respecter, protéger et garantir le droit à la liberté d'expression et les libertés académiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 10 septembre 2020, A.K.M. Wahiduzzaman a appris qu'il était démis de ses fonctions quand l'Université nationale, qui est un établissement public, a diffusé un communiqué de presse indiquant qu'il était renvoyé pour avoir publié sur Facebook des remarques au sujet de la Première ministre Sheikh Hasina et de sa famille. Cette circulaire indiquait que le Conseil de l'Université avait pris cette décision le 2 septembre pour des motifs de « manquement aux obligations professionnelles », « faute », « fuite » et « fraude » au titre de l'article 4 sur les mesures disciplinaires et les mécanismes d'appel du règlement interne de l'Université nationale.

« J'ignorais que [la direction de l'université] portait ces allégations contre moi et je n'ai pas eu la possibilité de me défendre », a déclaré A.K.M. Wahiduzzaman.

Son renvoi viole le règlement interne de l'université, qui oblige les autorités à garantir son droit de se défendre face à des allégations portées contre lui, au titre de l'article 8 sur les mesures disciplinaires et les mécanismes d'appel du règlement interne. Le communiqué de presse de l'université attribue son renvoi à un billet publié sur Facebook en raison duquel il est inculpé au titre de l'article 57 de la Loi sur les technologies de l'information et de la communication, un texte aux dispositions draconiennes. La mesure qui a été prise par la direction de l'université viole en outre l'article 16 sur les mesures disciplinaires et les mécanismes d'appel du règlement interne de l'Université nationale, qui prévoit la suspension de toute sanction décidée par l'université si les faits concernés sont en instance de jugement devant un tribunal.

Ce professeur d'université risque une peine d'au moins sept ans d'emprisonnement s'il est déclaré coupable au titre de cette loi. Ses dispositions formulées en termes vagues permettent aux autorités d'engager des poursuites contre des personnes soupçonnées de « porter atteinte à l'image de l'État ou de ses représentants » ou de « heurter des croyances religieuses » ou « dans l'intérêt de la souveraineté, de l'intégrité ou de la sécurité du Bangladesh ».

A.K.M. Wahiduzzaman, qui s'est exilé par crainte de persécutions, a dit à Amnesty International qu'il n'a reçu pour sa défense aucune lettre de l'université ni à son adresse actuelle ni à son adresse permanente au Bangladesh.

Le renvoi d'A.K.M Wahiduzzaman met en évidence une politique inquiétante de répression des enseignants des universités publiques qui exercent leur droit à la liberté d'expression. Le 9 septembre, [Morshed Hasan Khan](#), enseignant à l'Université de Dhaka, a été renvoyé pour avoir écrit une tribune en 2018 dans laquelle, selon la direction de l'université, il a « déformé l'histoire de la guerre d'indépendance » et « manqué de respect à l'égard du père de la Nation, Sheikh Mujibur Rahman ».

En juin 2020, deux autres enseignants du secteur public, Kazi Jahidur Rahman de l'Université de Rajshahi et Sirajum Munira de l'Université Begum Rokeya, ont été inculpés au titre de dispositions draconiennes de la Loi relative à la sécurité numérique pour avoir critiqué sur Facebook Mohammad Nasim, un haut responsable du parti au pouvoir, la Ligue Awami, décédé le même mois.

La Loi relative à la sécurité numérique, qui a été adoptée en octobre 2018 pour remplacer la Loi sur les technologies de l'information et de la communication, a élargi le champ de l'ancienne loi de telle façon qu'elle restreint le droit à la liberté d'expression et permet aux services de sécurité de violer le droit au respect de la vie privée sur les plateformes numériques et les réseaux sociaux.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, bengali

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 25 novembre 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : [A.K.M. Wahiduzzaman] (il)